

"Les Quinze à un sommet d'inquiétudes" dans Libération (24 mars 1999)

Légende: Le 24 mars 1999, en pleine crise de la Commission européenne, le quotidien français Libération évoque l'enjeu principal du Conseil européen de Berlin, qui est l'adoption de l'Agenda 2000.

Source: Libération. 24.03.1999. Paris. "Les Quinze à un sommet d'inquiétudes".

Copyright: (c) Libération

URL: http://www.cvce.eu/obj/les_quinze_a_un_sommet_d_inquietudes_dans_liberation_24_mars_1999-fr-9e54f6a6-2c9e-4868-90df-42ae2bb7cf84.html

Date de dernière mise à jour: 02/12/2013

Les Quinze à un sommet d'inquiétudes

Après la crise de la Commission, ils sont condamnés à s'entendre sur le budget.

La Commission Santer, en démissionnant, a sans doute rendu un ultime service à l'Union: moins que jamais, les Quinze ne peuvent se permettre d'ajouter la crise à la crise, ce qu'ils feraient en ne parvenant pas à adopter l'Agenda 2000 alors que l'exécutif européen est décapité. Pour rétablir la confiance ébranlée dans les institutions européennes, les chefs d'Etat et de gouvernement, réunis aujourd'hui et demain à Berlin, sont condamnés au succès. D'autant que les différents volets de l'Agenda 2000 (financement de l'UE pour la période 2000-2006, réformes de la politique agricole commune et des aides régionales) sont si techniques qu'un échec serait difficile à comprendre: l'impression dominerait, alors, que les Etats membres se déchirent sur une vulgaire affaire de quotas laitiers alors que l'avenir de l'Europe dépend d'un accord sur son financement.

«Suite à la démission de la Commission, il est encore plus urgent de conclure l'Agenda 2000 pour sauver l'UE, au moins aux yeux de l'opinion publique, d'une crise profonde», a dramatisé Schröder dans la lettre envoyée hier à ses pairs. Un scénario catastrophe ne peut être exclu mais il semble improbable. Afin de montrer la solidité de l'Union et sa capacité à réagir, quelle que soit la gravité de la crise, les Quinze essaieront sans doute aussi de s'entendre sur le nom du successeur de Jacques Santer. Les jeux semblent faits pour l'ancien président du Conseil italien, Romano Prodi, même si l'hypothèse d'une candidature du Premier ministre néerlandais Wim Kok flottait encore hier dans l'air.

Mais les chefs d'Etat et de gouvernement ne seront pas quittes en nommant le président de la Commission: en effet, le Parlement européen, grand vainqueur de la crise bruxelloise, pousse son avantage et exige que les Quinze mettent en place une Commission intérimaire complète qui achèverait le mandat de l'équipe Santer (janvier 2000). Pour les eurodéputés, il est entendu que ce n'est qu'après les élections du 13 juin qu'un autre exécutif sera nommé pour la période 2000-2005. Les dirigeants européens devront trancher ce point et obtenir de l'Assemblée de Strasbourg qu'elle mette en veilleuse sa stratégie de harcèlement de la Commission une fois acquis que le nouveau collège procédera à des réformes en profondeur. Les Quinze devront aussi essayer d'éviter que le glissement institutionnel qui s'est opéré ces dernières semaines au profit du Parlement n'aboutisse à un régime d'Assemblée style IV^e République, avec les risques d'instabilité qu'il comporte. Pour ce faire, le successeur de Santer devra être muni d'un mandat clair, comme de la garantie d'avoir les moyens matériels et budgétaires nécessaires à son entreprise de rénovation de l'exécutif.

L'obligation de réussite pesant sur le sommet comporte d'autres risques. La présidence allemande de l'Union va sans doute renoncer à bousculer ses partenaires afin d'éviter tout dérapage, avec, pour probabilité, que l'on adopte à Berlin un Agenda 2000 *a minima*. Déjà, elle a renoncé à une forte diminution de sa contribution nette au budget communautaire (elle verse 11 milliards d'euros de plus qu'elle ne reçoit), ce qui montre l'ampleur des sacrifices qu'elle est prête à faire pour arracher un accord. Mais il ne faudrait pas que les Quinze oublient la raison qui a motivé cet ensemble de réformes: préparer l'élargissement de l'UE à l'Est sans remettre en cause la solidarité entre pays riches et pauvres et éviter à l'Union de se retrouver en position de faiblesse lors des négociations commerciales qui s'ouvriront l'année prochaine au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Or, en l'état du compromis actuellement sur la table, on est loin du compte. Ainsi, le «paquet agricole» prévoit des baisses des prix garantis (niveau en dessous duquel l'Union rachète la production) insuffisantes. Et, si la France obtient les «aménagements» qu'elle exige, l'Union aura échoué dans une large mesure à rapprocher le niveau de ses prix de ceux pratiqués à l'Est. Alors que l'élargissement condamne par avance le régime des prix garantis et que ce système, protectionniste par essence, a peu de chances de survivre au prochain cycle de négociations commerciales internationales. Une autre réforme de la PAC sera donc nécessaire d'ici 2005.

Il n'empêche que Chirac et Jospin arrivent à Berlin soudés sur le refus d'un paquet agricole jugé «inacceptable» en l'état. La France demandera notamment le report d'un ou deux ans de la réforme du système laitier, une baisse de seulement 15 % du prix des céréales (au lieu de 20 %) et la création d'un mécanisme de sauvegarde pour les producteurs de viande bovine, si les prix s'effondrent.

Si l'hypothèse d'un blocage français sur le dossier agricole ne peut être exclue, les pays méditerranéens défendront, eux, le volume des aides régionales, ainsi que le fonds de cohésion destiné aux pays en retard de développement. Alors que la Commission proposait une enveloppe de 240 milliards d'euros pour la période 2000-2006, les régions les plus pauvres devront se contenter d'une somme maximale de 216 milliards d'euros, qui risque de poser problème à Madrid et à Lisbonne. Enfin, au chapitre des ressources, la Grande-Bretagne va se battre pour sauver le principe de son «chèque», ce qui est pour le moins choquant pour un pays qui revendique un rôle de *leadership* aux côtés de la France et de l'Allemagne. Mais l'ensemble de ses partenaires semblent décidés à ce que Londres cesse d'être exonéré de la solidarité européenne, notamment à l'égard des pays de l'Est. Bref, si succès il y a, il pourrait bien dissimuler des crises à venir.